

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4665

[2007/203489]

22 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 11 mars 1999  
relatif au permis d'environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 11 mars 1999  
relatif au permis d'environnement

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret vise à transposer partiellement la Directive 96/61/C.E. du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1. le point 19<sup>o</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Les éléments à prendre en considération lors de la détermination des meilleures techniques disponibles compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action et des principes de précaution et de prévention sont :

- a. l'utilisation de techniques produisant peu de déchets;
- b. l'utilisation de substances moins dangereuses;
- c. le développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant;
- d. les procédés, les équipements ou les modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle;
- e. les progrès techniques et l'évolution des connaissances scientifiques;
- f. la nature, les effets et le volume des émissions concernées;
- g. les dates de mise en service des établissements;
- h. la durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible;
- i. la consommation et la nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique;
- j. la nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement;
- k. la nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement;
- l. les informations publiées par la Commission européenne au sujet des meilleures techniques disponibles, des prescriptions de contrôle y afférentes et de leur évolution ou des organisations internationales; »;

2. les points suivants sont ajoutés :

« 23<sup>o</sup> donnée environnementale : toute information relative aux émissions et aux transferts hors établissement ainsi que toute autre information figurant au formulaire déterminé par le Gouvernement;

24<sup>o</sup> transfert hors établissement : l'enlèvement, hors des limites de l'établissement, de déchets à des fins d'élimination ou de valorisation et des polluants présents dans les eaux usées destinées à être traitées. »

**Art. 3.** A l'article 3 du même décret, un nouvel alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut édicter des critères permettant au déclarant de déterminer si l'établissement en projet de classe 3 est en mesure de respecter les conditions intégrales. Si tel n'est pas le cas, l'établissement en projet passe en classe 2 et le déclarant introduit une demande de permis d'environnement en classe 2. Dans ce cas, le Gouvernement détermine les informations à joindre à la demande de permis d'environnement. »

**Art. 4.** A l'article 7, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'alinéa 2, les mots "et, le cas échéant, les conséquences d'un refus de permis sur la viabilité d'une entreprise et, par là, sur la prospérité économique et le niveau de l'emploi" sont supprimés.

2. l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le cas échéant, les valeurs guides peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou des mesures techniques équivalents. »

**Art. 5.** L'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice d'autres législations et règlements, la procédure d'instruction du permis est déterminée par la classe de la rubrique de classement correspondant à la transformation ou à l'extension de l'établissement. »

**Art. 6.** A l'article 32, § 3, du même décret, les mots "l'alinéa 2 du" sont remplacés par le mot "le".

**Art. 7.** A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "et lorsqu'il a été fait application de l'article 13, alinéa 2, à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé" sont insérés entre le mot "technique" et le mot "ainsi".

**Art. 8.** A l'article 37 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le permis est censé être refusé à défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 35 :

1<sup>o</sup> si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 32;

2<sup>o</sup> si le rapport de synthèse comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique. »;

2. l'article 37 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés à l'article 13, alinéa 2, le permis est censé être refusé si la décision n'a pas été envoyée dans le délai prévu à l'article 35. »

**Art. 9.** A l'article 40 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un recours contre la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 35, contre la décision censée être arrêtée conformément à l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, ou contre le refus visé à l'article 37, alinéas 2 et 3, est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ainsi qu'au fonctionnaire technique et au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé. »;

2. à l'article 40, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots "et le fonctionnaire technique" sont remplacés par les mots ", le fonctionnaire technique et, lorsqu'il a été fait application de l'article 13, alinéa 2, chaque collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé.";

3. à l'article 40, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots "dans les cas visés à l'article 37, alinéas 2, 1<sup>o</sup>, et 3," sont insérés entre le mot "soit," et le mot "pour", et les mots "et le fonctionnaire technique" sont remplacés par les mots ", le fonctionnaire technique et, lorsqu'il a été fait application de l'article 13, alinéa 2, chaque collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé";

4. à l'article 40, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots "la décision" sont remplacés par les mots "l'avis visé à l'article 38, § 1<sup>er</sup>";

5. l'article 40, § 3, dernier alinéa, est complété par les mots "ainsi que le requérant.";

6. à l'article 40, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots "cent dix" sont remplacés par le mot "cent";

7. à l'article 40, § 7, alinéa 3, le mot "transmis" est remplacé par le mot "envoyé";

8. à l'article 40, § 8, 2<sup>o</sup>, les mots "et au requérant" sont insérés entre le mot "demandeur" et le mot "par";

9. à l'article 40, § 8, un point 3<sup>o</sup> est ajouté, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> à défaut de l'envoi de la décision prise en première instance dans le délai prévu à l'article 35 et de l'envoi du rapport de synthèse conformément au paragraphe 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse envoyé conformément à l'article 32. »

**Art. 10.** L'article 55, § 7, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé par le Gouvernement, la décision prise en première instance est confirmée. »

**Art. 11.** A l'article 64 du même décret, les mots "peut préciser" sont remplacés par le mot "précise" et les mots ", le cas échéant," sont supprimés.

**Art. 12.** A l'article 65, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du même décret tel que modifié par le décret du 7 juillet 2006, les mots "et modification du permis" sont supprimés.

**Art. 13.** A l'article 76 du même décret, les mots "76ter, § 1<sup>er</sup>," sont insérés entre le terme "59" et le mot "ou".

**Art. 14.** Au chapitre IX du même décret, il est ajouté la section suivante :

« Section 4. — Obligation de notification périodique de données environnementales

Art. 76bis. La présente section s'applique aux installations et activités déterminées par le Gouvernement.

Art. 76ter. § 1<sup>er</sup>. L'exploitant rassemble, pour chaque établissement, les données environnementales et les notifie à l'administration de l'environnement en remplissant le formulaire déterminé par le Gouvernement. Ce formulaire comprend les données environnementales relatives à l'année civile précédant l'année de notification.

Sans préjudice d'autres obligations de notification de données, la notification est annuelle et elle a lieu avant le 31 mars de chaque année.

§ 2. L'exploitant garantit la qualité des données environnementales qu'il fournit à l'administration de l'environnement en utilisant les meilleures informations disponibles, notamment des données de surveillance, des facteurs d'émission, des équations de bilan matière, une surveillance indirecte ou d'autres calculs, des appréciations techniques ou autres et des méthodes internationalement approuvées, s'il en existe. Il tient à la disposition de l'administration de l'environnement les données environnementales fournies et la méthode utilisée pour la collecte de ces données pendant cinq années.

Art. 76quater. § 1<sup>er</sup>. L'exploitant a le choix entre le remplissage du formulaire dans sa version papier ou dans sa version électronique. La signature du formulaire en version électronique répond aux conditions de l'article 4, § 4, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification.

§ 2. Le formulaire est envoyé à l'administration de l'environnement et, après réception du formulaire dûment complété par l'exploitant, celle-ci évalue et décide de la qualité des données environnementales fournies par l'exploitant. Le cas échéant, l'administration de l'environnement demande à l'exploitant des informations complémentaires sur les données environnementales.

Lorsqu'elle estime que la qualité des données est insuffisante sur le plan de l'exhaustivité, de la cohérence et de la crédibilité, l'administration de l'environnement peut modifier les données fournies.

§ 3. L'administration de l'environnement envoie à l'exploitant sa décision sur la qualité des données environnementales dans un délai de six mois à partir de la réception du formulaire.

L'exploitant peut contester cette décision dans un délai de trente jours auprès de l'administration de l'environnement à partir de la réception de la décision. Celle-ci peut désigner un expert chargé de rendre un avis sur les données environnementales fournies par l'exploitant ainsi que sur les éléments avancés par l'administration de l'environnement pour modifier les données. L'expert est désigné de commun accord avec l'exploitant et est compétent en matière de données environnementales relatives aux émissions de polluants dans l'air ou dans l'eau ou dans le sol ou en matière de transfert des déchets. Sur la base de cet avis, l'administration de l'environnement envoie sa décision à l'exploitant dans un délai de soixante jours à partir de la réception de la contestation. A défaut de décision de l'administration de l'environnement dans les délais requis, les données transmises par l'exploitant sont considérées comme valides.

§ 4. Lorsque l'exploitant ne notifie pas à l'administration de l'environnement les données environnementales dans le délai visé à l'article 76ter, § 1<sup>er</sup>, l'administration de l'environnement utilise les informations qu'elle a en sa possession pour élaborer les données environnementales.

§ 5. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux données environnementales visées par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. »

**Art. 15.** A l'article 92 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'article 92, § 5, du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les délais visés au § 3 peuvent être prorogés par décision conjointe du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué d'une durée égale à celle prévue pour la décision visée à l'article 96, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, si celle-ci est envoyée par l'autorité compétente avant l'expiration des délais visés au § 3.

La décision de prorogation est envoyée sans délai à l'autorité compétente et au demandeur. »;

2. à l'article 92, § 5, alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, du même décret, les mots "sans délai à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés ainsi qu'" sont insérés entre le mot "envoyée" et le mot "au";

3. le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la durée de la prorogation ne peut excéder soixante jours lorsqu'il est fait application de l'article 96, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. La décision de prorogation est envoyée sans délai à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés ainsi qu'au demandeur. »;

4. à l'article 92, § 7, le terme "1," est inséré entre les mots "les paragraphes" et le terme "3".

**Art. 16.** A l'article 93 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'article 93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "et au fonctionnaire délégué" sont remplacés par les mots ", au fonctionnaire délégué et, lorsqu'il a été fait application de l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux sont situés";

2. à l'article 93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même décret, le mot "fait" est remplacé par les mots "ou celle prise en application de l'article 127, § 3, du CWATUP font";

3. Le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le permis peut être refusé pour les motifs, être assorti de conditions ou consentir les dérogations prévus au titre V du Livre I<sup>er</sup> du CWATUP. »;

4. à l'article 93, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret :

a. les mots "Dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2" sont remplacés par les mots "Entre la date à laquelle le rapport de synthèse a été envoyé, ou aurait dû l'être, conformément à l'article 92, § 3, et la date à laquelle l'autorité compétente doit envoyer sa décision en application du § 1<sup>er</sup>";

b. les mots "Dans ce cas, les délais visés au § 1<sup>er</sup> sont suspendus." sont remplacés par les mots "L'envoi au demandeur de cet accord ou de cette demande a pour effet d'interrompre les délais visés au § 1<sup>er</sup>. Une copie en est également envoyée, le même jour, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par l'autorité compétente."

**Art. 17.** L'article 94, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le permis est censé être refusé à défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 93 :

1° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 92;

2° si le rapport de synthèse comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué. »

**Art. 18.** A l'article 95 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'article 95, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un recours contre la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 93, contre la décision censée être arrêtée conformément à l'article 94, alinéa 1<sup>er</sup>, ou contre le refus visé à l'article 94, alinéas 2 et 3, est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ainsi qu'au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés. »;

2. à l'article 95, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "et le fonctionnaire délégué" sont remplacés par les mots ", le fonctionnaire délégué et, lorsqu'il a été fait application de l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, chaque collègue communal des communes sur le territoire desquelles l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés";

3. à l'article 95, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots "dans les cas visés à l'article 94, alinéas 2, 1°, et 3," sont insérés entre le mot "soit," et le mot "pour", et les mots "et le fonctionnaire délégué" sont remplacés par les mots ", le fonctionnaire délégué et, lorsqu'il a été fait application de l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, à chaque collègue communal de communes sur le territoire desquelles l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés";

4. à l'article 95, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots "la décision" sont remplacés par les mots "l'avis visé à l'article 38, § 1<sup>er</sup>";

5. l'article 95, § 3, alinéa 4, est complété par les mots "ainsi que le requérant.";

6. le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Le permis peut être refusé pour les motifs, être assorti de conditions ou consentir les dérogations prévus au titre V du Livre I<sup>er</sup> du CWATUP. »;

7. l'article 95, § 5, est complété par les mots "ou le collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux concernés sont situés.";

8. à l'article 95, § 8, sont apportées les modifications suivantes :

a. à l'article 95, § 8, 2°, les mots "le fonctionnaire technique" sont remplacés par les mots "l'administration visée au § 2";

b. à l'article 95, § 8, 2°, les mots "et au requérant" sont insérés entre le mot "demandeur" et le mot "par";

c. à l'article 95, § 8, un point 3° est ajouté, rédigé comme suit :

« 3° à défaut de l'envoi de la décision prise en première instance dans le délai prévu à l'article 93 et de l'envoi du rapport de synthèse conformément au § 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse envoyé conformément à l'article 94. »

**Art. 19.** A l'article 96 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'article 96, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« Dès réception de la délibération du conseil communal, le collège communal envoie une copie au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué. »;

2. dans le même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les délais visés à l'article 93 peuvent dans ce cas être prorogés par décision de l'autorité compétente envoyée au demandeur et sauf dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué. La durée de la prorogation ne peut excéder soixante jours. »;

3. à l'alinéa 3 du même paragraphe :

- a. le mot "communiqué" est supprimé;
- b. les mots "est envoyée" sont insérés entre le mot "décision" et le mot "dans";
- c. les mots "95, § 6" sont remplacés par les mots "95, § 7";
- d. le mot "communiquer" est remplacé par les mots "envoyer au Gouvernement".

**Art. 20.** L'article 97 du même décret est modifié comme suit :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes " § 1<sup>er</sup>," sont supprimés;

2. à l'alinéa 3, troisième tiret, les mots ", à l'exclusion de l'article 150bis, § 2," sont insérés entre les termes "et V" et le mot "du";

3. l'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée. »

#### CHAPITRE II. — *Dispositions finale, transitoires et abrogatoires*

**Art. 21.** Les mots "collège des bourgmestre et échevins" dans le même décret sont remplacés par les mots "collège communal".

**Art. 22.** Les demandes de permis introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 2 et 4 s'appliquent dès l'entrée en vigueur du présent décret.

L'entrée en vigueur de l'article 14 est déterminée par le Gouvernement wallon.

**Art. 23.** Les modifications apportées par les articles 9, 4., et 18, 4., sont abrogées à la date d'entrée en vigueur du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement.

A la date d'entrée en vigueur du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'article 40, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots "l'avis visé à l'article 38, § 1<sup>er</sup>, conformément à l'article 35 ou du document en tenant lieu." sont remplacés par les mots "l'avis visé aux articles D.29-22, D.29-23 et D.29-24 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.";

2. à l'article 95, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 11 mars 1999, les mots "l'avis visé à l'article 38, § 1<sup>er</sup>, ou du document en tenant lieu conformément à l'article 93" sont remplacés par les mots "l'avis visé aux articles D.29-22, D.29-23 et D.29-24 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

(1) Session 2006-2007.

Documents du Parlement wallon, 645 (2006-2007), n<sup>os</sup> 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 21 novembre 2007.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4665

[2007/203489]

**22. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999  
über die Umweltgenehmigung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999  
über die Umweltgenehmigung*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret hat die teilweise Umsetzung der Richtlinie 96/61/EG des Rates vom 24. September 1996 über die integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung zum Zweck.

**Art. 2** - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen abgeändert:

1. Der Punkt 19° wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Bei der Festlegung der besten verfügbaren Techniken ist unter Berücksichtigung der sich aus einer bestimmten Maßnahme ergebenden Kosten und ihres Nutzens sowie des Grundsatzes der Vorsorge und der Vorbeugung Folgendes zu berücksichtigen:

- a. Einsatz abfallarmer Technologie;
- b. Einsatz weniger gefährlicher Stoffe;
- c. Förderung der Rückgewinnung und Wiederverwertung der bei den einzelnen Verfahren erzeugten und verwendeten Stoffe und gegebenenfalls der Abfälle;
- d. Vergleichbare Verfahren, Vorrichtungen und Betriebsmethoden, die mit Erfolg im industriellen Maßstab erprobt wurden;
- e. Fortschritte in der Technologie und in den wissenschaftlichen Erkenntnissen;
- f. Art, Auswirkungen und Menge der jeweiligen Emissionen;
- g. Zeitpunkte der Inbetriebnahme der Betriebe;
- h. Für die Einführung einer besseren verfügbaren Technik erforderliche Zeit;
- i. Verbrauch an Rohstoffen und Art der bei den einzelnen Verfahren verwendeten Rohstoffe (einschließlich Wasser) sowie Energieeffizienz;
- j. Die Notwendigkeit, die Gesamtwirkung der Emissionen und die Gefahren für die Umwelt so weit wie möglich zu vermeiden oder zu verringern;
- k. Die Notwendigkeit, Unfällen vorzubeugen und deren Folgen für die Umwelt zu verringern;
- l. Die von der Europäischen Kommission oder von internationalen Organisationen veröffentlichten Informationen bezüglich der besten verfügbaren Techniken, der betreffenden Kontrollvorschriften und ihrer Entwicklung;»

2. Die folgenden Punkte werden hinzugefügt:

«23° Umweltdaten: jede Information über die Emissionen und Verlagerungen außerhalb eines Betriebs sowie jede andere Information, die auf dem von der Regierung festgelegten Formular angeführt ist;

24° Verlagerung außerhalb eines Betriebs: das Entfernen von Abfällen außerhalb der Grenzen des Betriebs zwecks Beseitigung oder Verwertung, und von Schadstoffen, die in Abwasser vorhanden sind, das zur Behandlung bestimmt ist.»

**Art. 3** - In Artikel 3 desselben Dekrets wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Regierung kann Kriterien festlegen, aufgrund deren der Meldepflichtige bestimmen kann, ob der geplante Betrieb der Klasse 3 imstande ist, die gesamten Bedingungen zu beachten. Ist dies nicht der Fall, so geht der geplante Betrieb in die Klasse 2 über; der Meldepflichtige reicht dann einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung der Klasse 2 ein. In diesem Fall bestimmt die Regierung, welche Informationen dem Antrag auf Umweltgenehmigung beizufügen sind.»

**Art. 4** - In Art. 7 § 2 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Absatz 2 wird der Wortlaut "und gegebenenfalls die Folgen einer Genehmigungsverweigerung auf die Lebensfähigkeit eines Unternehmens und somit auf den wirtschaftlichen Wohlstand und das Beschäftigungsniveau" gestrichen.

2. Der folgende Absatz wird zwischen den 2. und 3. Absatz eingefügt:

«Gegebenenfalls können die Richtwerte ergänzt oder durch gleichwertige Parameter oder technische Maßnahmen ersetzt werden.»

**Art. 5** - Artikel 10 § 1 2° desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Unbeschadet sonstiger Rechtsvorschriften und Regelungen wird das Verfahren zur Untersuchung der Genehmigung durch die Klasse der Einstufungsrubrik bestimmt, die dem Um- oder Ausbau des Betriebs entspricht.»

**Art. 6** - In Artikel 32 § 3 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Absatz 2" gestrichen.

**Art. 7** - In Artikel 35 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets wird zwischen die Wörter "technischen Beamten" und "sowie" der Wortlaut "und wenn Artikel 13 Absatz 2 angewandt wurde, an jede Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet," eingefügt.

**Art. 8** - In Artikel 37 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Der letzte Absatz wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist übermittelt wird, gilt die Genehmigung als verweigert:

1° wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Artikel 32 eingesandt wurde;

2° wenn der zusammenfassende Bericht ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten umfasst.»;

2. Artikel 37 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«In den in Artikel 13 Absatz 2 erwähnten Fällen gilt die Genehmigung als verweigert wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist eingesandt wurde.»

**Art. 9** - In Artikel 40 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Art. 40 § 1 Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte und das Gemeindekollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, können gegen den Beschluss der zuständigen Behörde, wenn dieser binnen den in Artikel 35 erwähnten Fristen eingesandt wurde, gegen den in Übereinstimmung mit Artikel 37 Absatz 1 als gefasst geltenden Beschluss oder gegen die Ablehnung nach Artikel 37, Absätze 2 und 3 Einspruch erheben.»;

2. In Artikel 40 § 2 Absatz 1 1° wird der Wortlaut "und den technischen Beamten" durch folgenden Wortlaut ersetzt: ", den technischen Beamten und, wenn Artikel 13 Absatz 2 angewandt wurde, jedes Gemeindekollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet,";

3. In Artikel 40 § 2 Absatz 1 2° wird der Wortlaut "in den in Artikel 37 Absätze 2 1°, und 3 erwähnten Fällen" zwischen "oder," und "was" eingefügt und wird der Wortlaut "und den technischen Beamten" durch ", den technischen Beamten und, wenn Artikel 13 Absatz 2 angewandt wurde, jedes Gemeindekollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet," ersetzt;

4. In Artikel 40 § 2 Absatz 1 3° werden die Wörter "des Beschlusses" durch die Wörter "des in Artikel 38 § 1 erwähnten Gutachtens", "diesen Beschluss" durch "dieses Gutachten" und "der Beschluss" durch "das Gutachten" ersetzt;

5. In Art. 40 § 3 letzter Absatz wird der Wortlaut "den Antragsteller davon in Kenntnis" durch "den Antragsteller und den Einsprucherheber davon in Kenntnis" ersetzt;

6. In Artikel 40 § 7 Absatz 1 2° wird das Wort "hundertzehn" durch "hundert" ersetzt;

7. In Art. 40 § 7 Absatz 3 wird das Wort "übermittelt" durch "ingesandt" ersetzt;

8. In Artikel 40 § 8 2° werden die Wörter "an den Antragsteller" durch "an den Antragsteller und an den Einsprucherheber" ersetzt;

9. In Artikel 40 § 8 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° Wird der in erster Instanz gefasste Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist eingesandt, und wird der zusammenfassende Bericht nicht in Übereinstimmung mit § 3 eingesandt, gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen gefasst, die im in Übereinstimmung mit Art. 32 eingesandten zusammenfassenden Bericht festgelegt sind.»

**Art. 10** - Artikel 55 § 7 desselben Dekrets wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Wird der Beschluss nicht innerhalb der von der Regierung festgelegte Frist eingesandt, wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt.»

**Art. 11** - In Artikel 64 desselben Dekrets wird das Wort "gegebenenfalls" gestrichen.

**Art. 12** - In Artikel 65 § 1 letzter Absatz desselben Dekrets in seiner durch das Dekret vom 7. Juli 2006 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "und Abänderung der Genehmigung" gestrichen.

**Art. 13** - In Artikel 76 desselben Dekrets wird "76ter § 1" zwischen "59" und "oder" eingefügt.

**Art. 14** - In Kapitel IX desselben Dekrets wird folgender Abschnitt eingefügt:

«*Abschnitt 4 — Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten*

Art. 76bis - Der vorliegende Abschnitt ist auf die von der Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 76ter - § 1 - Der Betreiber sammelt für jeden Betrieb die Umweltdaten und stellt sie der Umweltverwaltung zu, indem er das von der Regierung festgelegte Formular ausfüllt. Dieses Formular enthält die Umweltdaten für das Kalenderjahr vor dem Jahr der Zustellung.

Unbeschadet sonstiger Verpflichtungen in Bezug auf die Zustellung von Daten hat diese Zustellung einmal pro Jahr vor dem 31. März stattzufinden.

§ 2 - Der Betreiber garantiert die Qualität der Umweltdaten, die er der Umweltverwaltung mitteilt, indem er die besten verfügbaren Informationen nutzt, u.a. die Überwachungsdaten, Emissionsfaktoren, Massenbilanzgleichungen, indirekte Überwachung oder andere Berechnungen, technische oder andere Einschätzungen und international anerkannte Methoden. Er hält die mitgeteilten Umweltdaten sowie die für diese Sammlung dieser Daten benutzte Methode während fünf Jahren zur Verfügung der Umweltverwaltung.

Art. 76quater - § 1 - Der Betreiber hat die Wahl zwischen dem Ausfüllen des Formulars in Papierform oder in elektronischer Form. Die Unterschrift des Formulars in elektronischer Form genügt den Bedingungen von Artikel 4 § 4 des Gesetzes vom 9. Juli 2001 zur Festlegung bestimmter Regeln in Bezug auf rechtliche Rahmenbedingungen für elektronische Signaturen und Zertifizierungsdienste.

§ 2 - Das Formular wird der Umweltverwaltung übermittelt; nach Eingang des vom Betreiber ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars bewertet und befindet die Umweltverwaltung über die Qualität der vom Betreiber mitgeteilten Umweltdaten. Gegebenenfalls verlangt die Umweltverwaltung vom Betreiber zusätzliche Informationen über die Umweltdaten.

Ist die Umweltverwaltung der Ansicht, dass die Qualität der Umweltdaten insbesondere hinsichtlich ihrer Vollständigkeit, Beständigkeit und Glaubwürdigkeit unzureichend ist, kann sie die mitgeteilten Daten ändern.

§ 3 - Die Umweltverwaltung übermittelt dem Betreiber ihren Beschluss über die Qualität der Umweltdaten binnen einer Frist von sechs Monaten ab dem Eingang des Formulars.

Der Betreiber kann diesen Beschluss binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang dieses Beschlusses bei der Umweltverwaltung anfechten. Letztere kann einen Sachverständigen bestellen, mit dem Auftrag, ein Gutachten über die vom Betreiber mitgeteilten Umweltdaten, sowie über die von der Umweltverwaltung erörterten Argumente zur Änderung der Daten abzugeben. Der Sachverständige wird in gegenseitigem Einvernehmen mit dem Betreiber bestellt; er ist im Bereich der Umweltdaten bezüglich der Emissionen von Schadstoffen in die Luft oder in Gewässer oder in den Boden oder im Bereich der Verlagerung von Abfällen fachkundig. Auf der Grundlage dieses Gutachtens sendet die Umweltverwaltung ihren Beschluss an den Betreiber innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang der Anfechtung. Liegt innerhalb der vorgeschriebenen Fristen kein Beschluss der Umweltverwaltung vor, so wird davon ausgegangen, dass die vom Betreiber übermittelten Daten gültig sind.

§ 4 - Übermittelt der Betreiber der Umweltverwaltung nicht die Umweltdaten innerhalb der in 76ter § 1 festgelegten Frist, so nutzt die Umweltverwaltung die Informationen, über die sie verfügt, um die Umweltdaten auszuarbeiten.

§ 5 - Die Paragraphen 2 und 3 sind nicht anwendbar auf die Umweltdaten im Sinne von Artikel 9 § 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto.»

**Art. 15** - In Artikel 92 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Artikel 92 § 5 desselben Dekrets wird folgender Absatz zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

«In Abweichung vom vorigen Absatz können die in § 3 erwähnten Fristen durch einen gemeinsamen Beschluss des technischen Beamten und des beauftragten Beamten um eine Dauer verlängert werden, die derjenigen entspricht, die für den Beschluss im Sinne von Art. 96 § 1 Absatz 2 vorgesehen ist, wenn diese von der zuständigen Behörde vor dem Ablauf der in § 3 erwähnten Fristen zugesandt wird.

Der Beschluss zur Verlängerung der Frist wird unverzüglich der zuständigen Behörde und dem Antragsteller übermittelt.»;

2. In Artikel 92 § 5 ehemaliger Absatz 2 der nun zum Absatz 3 geworden ist, desselben Dekrets wird zwischen "wird" und "innerhalb" folgender Wortlaut eingefügt: "unverzüglich an jede Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die betroffenen Handlungen und Arbeiten befinden, sowie";

3. derselbe Paragraph wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«In Abweichung vom vorigen Absatz darf die Dauer der Verlängerung sechzig Tage nicht überschreiten, wenn Artikel 96 § 1 Absatz 2 angewandt wird. Der Verlängerungsbeschluss wird unverzüglich an jede Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die betroffenen Handlungen und Arbeiten befinden, sowie an den Antragsteller gerichtet.»;

4. In Artikel 92 § 7 wird der Wortlaut "die §§ 3, 4 und 6" durch "die §§ 1, 3, 4 und 6" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 93 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Artikel 93 § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "und an den beauftragten Beamten" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "an den beauftragten Beamten und, wenn Artikel 81 § 2 Absätze 2 und 3 angewandt wurden, an jede Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die Handlungen und Arbeiten befinden";

2. In Artikel 93, § 1, Absatz 3, desselben Dekrets werden die Wörter "ist fester Bestandteil" durch die Wörter "oder in Anwendung von Artikel 127 § 3 des CWATUP gefasste Beschluss sind fester Bestandteil" ersetzt.

3. Derselbe Paragraph wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"Die Genehmigung kann aus Gründen verweigert, mit Bedingungen oder Abweichungen versehen werden, die in Titel V des Buches I des CWATUP vorgesehen sind.»;

4. In Art. 93 § 3 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a. der Wortlaut "Innerhalb der in § 1 Absatz 2 erwähnten Frist" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Zwischen dem Datum, an dem der zusammenfassende Bericht in Übereinstimmung mit Artikel 92 § 3 versandt worden ist oder hätte versandt werden sollen, und dem Datum, an dem die zuständige Behörde in Anwendung von § 1 ihren Beschluss senden muss";

b. der Wortlaut "In diesem Fall werden die in § 1 erwähnten Fristen ausgesetzt" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Versand dieser Zustimmung oder dieser Anfrage an den Antragsteller bewirkt die Aussetzung der in § 1 erwähnten Fristen. Am selben Tag schickt die zuständige Behörde ebenfalls eine Abschrift davon an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten.»

**Art. 17** - Artikel 94 Absatz 2 desselben Dekrets wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist übermittelt wird, gilt die Genehmigung als verweigert:

1° wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Artikel 92 eingesandt wurde;

2° wenn der zusammenfassende Bericht ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten und des beauftragten Beamten umfasst.»

**Art. 18** - In Artikel 95 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Art. 95 § 1 Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte und das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die betroffenen Handlungen und Arbeiten befinden, können gegen den Beschluss der zuständigen Behörde, wenn dieser binnen den in Artikel 93 erwähnten Fristen eingesandt wurde, gegen den in Übereinstimmung mit Artikel 94 Absatz 1 als gefasst geltenden Beschluss oder gegen die Ablehnung nach Artikel 94, Absätze 2 und 3 Einspruch erheben.»;

2. In Artikel 95 § 2 Absatz 1 1° wird der Wortlaut "und den beauftragten Beamten" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "den beauftragten Beamten und, wenn Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 angewandt wurden, jeden Gemeinderat der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die Handlungen und Arbeiten befinden";

3. In Artikel 95 § 2 Absatz 1, 2° wird der Wortlaut "in den in Artikel 94 Absätze 2 1°, und 3 erwähnten Fällen" zwischen "oder," und "was" eingefügt und wird der Wortlaut "und den technischen Beamten" durch "den technischen Beamten und, wenn Artikel 81 § 2 Absätze 2 und 3 angewandt wurden, jedes Gemeindegremium der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die Akten und Handlungen befinden" ersetzt;

4. In Artikel 95 § 2 Absatz 1, 3° werden die Wörter "des Beschlusses" durch die Wörter "des in Artikel 38 § 1 erwähnten Gutachtens", und "den Beschluss" durch "das Gutachten" ersetzt;

5. In Art. 95 § 3 Absatz 4 wird der Wortlaut "den Antragsteller" durch "den Antragsteller und den Einsprucherheber" ersetzt;

6. Derselbe Paragraph wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Genehmigung kann aus Gründen verweigert, mit Bedingungen oder Abweichungen versehen werden, die in Titel V des Buches I des CWATUP vorgesehen sind.»;

7. In Artikel 95 § 5 wird der Wortlaut "oder vom Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die betroffenen Handlungen und Arbeiten befinden" zwischen "den Beamten" und "ingelegt" eingefügt;

8. In Art. 95 § 8 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a. In Artikel 95 § 8 2° werden die Wörter "dem technischen Beamten" durch "der in § 2 erwähnten Verwaltung" ersetzt;

b. In Artikel 95 § 8 2° werden die Wörter "an den Antragsteller" durch "an den Antragsteller und an den Einsprucherheber" ersetzt;

c. In Artikel 95 § 8 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° Wird der in erster Instanz gefasste Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist eingesandt, und wird der zusammenfassende Bericht nicht in Übereinstimmung mit § 3 eingesandt, gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen gefasst, die im in Übereinstimmung mit Art. 94 eingesandten zusammenfassenden Bericht festgelegt sind.»

**Art. 19** - In Artikel 96 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Artikel 96 § 1 Absatz 1 wird folgendermaßen ergänzt:

«Sofort nach Erhalt des Beschlusses des Gemeinderats übermittelt das Gemeindegremium eine Abschrift davon dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten.»;

2. im selben Paragraphen wird der 2. Absatz durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die in Artikel 93 erwähnten Fristen können in diesem Fall durch einen Beschluss der zuständigen Behörde verlängert werden; dieser Beschluss wird dem Antragsteller und, außer in den in Artikel 81 § 2 Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen, dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten zugesandt. Die Dauer der Verlängerung darf sechzig Tage nicht überschreiten.»

3. in Absatz 3 desselben Paragraphen werden folgende Änderungen vorgenommen:

a. Der Gemeinderat nimmt zu der Frage der Verkehrswege Stellung und sein Beschluss wird innerhalb von sechzig Tagen ab seiner Einberufung durch die Regierung eingesandt. In diesem Fall werden die in Artikel 95 § 7 erwähnten Fristen um die von dem Gemeinderat zur Einsendung seines Beschlusses an die Regierung beanspruchte Frist verlängert.

**Art. 20** - Artikel 97 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1. in Absatz 1 wird "§ 1," gestrichen;

2. in Absatz 3, dritter Strich, wird der Wortlaut ", mit Ausnahme von Artikel 150bis, § 2," zwischen die Wörter "Absatz V" und "des Buches" eingefügt;

3. Absatz 7 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Verlängerung wird von der Behörde gewährt, die in erster Instanz zuständig war, um die Genehmigung, deren Verlängerung beantragt wird, auszustellen.»

#### KAPITEL II — *Schluss-, Übergangs- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 21** - In demselben Dekret werden die Wörter "Bürgermeister- und Schöffenkollegium" bzw. "Bürgermeister- und Schöffenkollegiums" durch "Gemeindekollegium" bzw. "Gemeindekollegiums" ersetzt.

**Art. 22** - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 2 und 4 sofort nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbar.

Das Datum des Inkrafttretens von Artikel 14 wird von der Regierung festgelegt.

**Art. 23** - Die von den Artikeln 9, 4. und 18, 4. angebrachten Änderungen werden am Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt außer Kraft gesetzt.

Am Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Artikel 40 § 2 Absatz 1 3° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "in Artikel 38, § 1 erwähnten Bekanntmachung gemäß Artikel 35 oder des diesen Beschluss ersetzenden Dokuments" durch die Wörter "in den Artikeln D. 29-22, D.29-23 und D.29-24 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bekanntmachung" ersetzt;

2. In Artikel 95 § 2 Absatz 1 3° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "der Bekanntmachung des Beschlusses oder der den Beschluss ersetzenden Unterlage gemäß dem Artikel 93" durch die Wörter "der in den Artikeln D. 29-22, D.29-23 und D.29-24 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bekanntmachung" ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. November 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Ministerin der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

(1) Sitzung 2006-2007

Dokumente des Wallonischen Parlaments 645 (2006-2007), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 21. November 2007

Diskussion - Abstimmung.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4665

[2007/203489]

**22 NOVEMBER 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 96/61/EG van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging.

**Art. 2.** In artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 19° worden aangevuld met het volgende lid :

« De elementen die in aanmerking genomen moeten worden bij de bepaling van de best beschikbare technieken, met inachtneming van de kosten en baten die uit een actie kunnen voortvloeien en met de voorzorgs- en preventiebeginselen, zijn :

- a. de aanwending van technieken die weinig afval voortbrengen;
- b. het gebruik van minder gevaarlijke stoffen;
- c. de ontwikkeling van de technieken tot terugwinning en recyclage van de stoffen voortgebracht en gebruikt in het proces en van de afvalstoffen, in voorkomend geval;
- d. de vergelijkbare exploitatieprocessen, -uitrustingen of -wijzen die met succes op industriële schaal geëxperimenteerd werden;
- e. de technische vooruitgangen en de evolutie van de wetenschappelijke kennis;
- f. de aard, de gevolgen en het volume van bedoelde emissies;
- g. de data van inbedrijfstelling van de inrichtingen;
- h. de duur die nodig is voor het totstandbrengen van een best beschikbare techniek;
- i. het verbruik en de aard van de grondstoffen (water inclusief) gebruikt in het proces en de energetische doeltreffendheid;
- j. de noodzaak tot voorkoming of beperking tot een minimum van de globale weerslag van de emissies en van de risico's voor het leefmilieu;
- k. de noodzaak tot voorkoming van ongevallen en tot vermindering van de gevolgen ervan voor het leefmilieu;
- l. de informatie bekendgemaakt door de Europese commissie m.b.t. tot de best beschikbare technieken, de desbetreffende controlevoorschriften en de evolutie ervan of de internationale organisaties; »;

2. de volgende punten worden toegevoegd :

« 23° milieugegeven : alle informatie over de emissies en de transfers buiten inrichting, alsook elk ander gegeven op het door de Regering bepaalde formulier;

24° transfer buiten inrichting : het afvoeren van afval buiten de grenzen van de inrichting met het oog op de wegwerking of de valorisatie ervan en van pollutanten aanwezig in de afvalwateren die behandeld moeten worden. »

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De Regering kan criteria voorschrijven op grond waarvan de aangever kan bepalen of de geplande inrichting van klasse 3 kan voldoen aan de integrale voorwaarden. Als zulks niet het geval is, wordt de geplande inrichting in klasse 2 ingedeeld en dient de aangever een aanvraag in voor een milieuvergunning in klasse 2. In dit geval bepaalt de Regering welke gegevens bij de milieuvergunningsaanvraag gevoegd moeten worden. »

**Art. 4.** In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1. in het tweede lid worden de woorden "en, in voorkomend geval, met de gevolgen van een vergunningweigering op de leefbaarheid van een bedrijf en, bijgevolg, op de economische welvaart en het tewerkstellingsniveau" geschrapt;
- 2. tussen het tweede en het derde lid wordt volgend lid ingevoegd :

« Desgevallend kunnen de richtwaarden aangevuld of vervangen worden door parameters of gelijkwaardige technische maatregelen. »

**Art. 5.** Artikel 10, § 1, 2°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De procedure tot onderzoek van de vergunning wordt bepaald op grond van de klasse van de indelingsrubriek die overeenstemt met de verbouwing of de uitbreiding van de inrichting, onverminderd andere wet- en regelgevingen. »

**Art. 6.** In artikel 32, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden ", tweede lid," geschrapt na de woorden "paragraaf 13".

**Art. 7.** In artikel 35, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden tussen de woorden "technisch ambtenaar" en "alsook" de woorden "en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 13, tweede lid, op elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is," ingevoegd.

**Art. 8.** In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het laatste lid wordt vervangen door volgend lid :

« De vergunning wordt geacht geweigerd te worden als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bepaald bij artikel 35 :

1° als het syntheserapport niet overeenkomstig artikel 32 is verstuurd;

2° als het syntheserapport een ongunstig advies van de technisch ambtenaar bevat. »;

2. Artikel 37 wordt aangevuld met volgend lid :

« In de gevallen bedoeld in artikel 13, tweede lid, wordt de vergunning geacht geweigerd te worden als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bepaald bij artikel 35. »

**Art. 9.** In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. artikel 40, § 1, eerste lid, wordt vervangen door volgend lid :

« Elke natuurlijke of rechtspersoon die bewijst dat ze een belang heeft alsook de technisch ambtenaar en het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is kunnen bij de Regering een beroep instellen tegen een beslissing van de bevoegde overheid die binnen de in artikel 35 bedoelde termijnen is verstuurd, tegen de beslissing die geacht wordt overeenkomstig artikel 37, eerste lid, te zijn genomen of tegen de weigering bedoeld in artikel 37, tweede en derde lid. »;

2. in artikel 40, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "en de technisch ambtenaar" vervangen door de woorden ", de technisch ambtenaar en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 13, tweede lid, elk gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is";

3. in artikel 40, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, worden de woorden "in de gevallen bedoeld in artikel 37, tweede lid, 1<sup>o</sup>, en derde lid," ingevoegd tussen de woorden "hetzij," en "voor" en worden de woorden "de technisch ambtenaar" vervangen door de woorden ", de technisch ambtenaar en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 13, tweede lid, elk gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is";

4. in artikel 40, § 2, eerste lid, 3<sup>o</sup>, worden de woorden "de beslissing" vervangen door de woorden "het advies bedoeld in artikel 38, § 1,";

5. artikel 40, § 3, laatste lid, worden de woorden "alsook de eiser" tussen de woorden "de aanvrager" en "schriftelijk" ingevoegd;

6. in artikel 40, § 7, eerste lid, 2<sup>o</sup>, worden de woorden "honderd tien" vervangen door het woord "honderd";

7. in artikel 40, § 7, derde lid, wordt het woord "overgemaakt" vervangen door het woord "verzonden";

8. in artikel 40, § 8, 2<sup>o</sup>, worden tussen de woorden "aanvrager" en "gestuurd" de woorden "en de eiser" ingevoegd;

9. artikel 40, § 8, wordt aangevuld met een punt 3<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 3<sup>o</sup> als de beslissing die in eerste instantie is genomen niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in artikel 35 en als het syntheserapport niet overeenkomstig § 3 wordt verstuurd, wordt de beslissing geacht te zijn genomen volgens de conclusies die vastliggen in het syntheserapport verstuurd overeenkomstig artikel 32. »

**Art. 10.** Artikel 55, § 7, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de beslissing niet binnen de door de Regering voorgeschreven termijn wordt verstuurd, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd. »

**Art. 11.** In artikel 64 van hetzelfde decreet worden de woorden "kan bepalen" vervangen door het woord "bepaalt" en worden de woorden "in voorkomend geval vermeldt ze" vervangen door de woorden "Ze vermeldt".

**Art. 12.** In artikel 65, § 1, laatste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 juli 2006, worden de woorden "en wijziging van de vergunning" geschrapt.

**Art. 13.** In artikel 76 van hetzelfde decreet worden de termen "76ter, § 1," ingevoegd tussen het getal "59," en het woord "of".

**Art. 14.** Hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende afdeling :

« *Afdeling 4. — Verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens*

Art. 76bis. Deze afdeling is van toepassing op de door de Regering bepaalde installaties en activiteiten.

Art. 76ter. § 1. De exploitant verzamelt de milieugegevens voor elke inrichting en maakt ze over aan de milieuadministratie aan de hand van het door de Regering bepaalde formulier. Dat formulier bevat de milieugegevens voor het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van de kennisgeving.

De kennisgeving vindt jaarlijks plaats vóór 31 maart, onverminderd andere verplichtingen tot kennisgeving van gegevens.

§ 2. De exploitant waarborgt de kwaliteit van de milieugegevens die hij aan de milieuadministratie overmaakt door gebruik te maken van de best beschikbare informatie, waaronder monitoringgegevens, emissiefactoren, massabalansvergelijkingen, indirecte monitoring of andere berekeningen, technische beoordelingen en andere methoden. Waar aangewezen zou dit in overeenstemming met internationaal erkende methodologieën moeten gebeuren. De verstrekte milieugegevens en de methode gebruikt voor de inzameling ervan wordt gedurende vijf jaar ter inzage van de milieuadministratie gelegd.

Art. 76quater. § 1. De exploitant kan gebruik maken van het papieren of van het elektronische formulier. De ondertekening van het elektronische formulier voldoet aan de voorwaarden van artikel 4, § 4, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten.

§ 2. Het door de exploitant behoorlijk ingevulde formulier wordt ingediend bij de milieuadministratie, die het, zodra ze het in ontvangst heeft genomen, evalueert en beslist over de kwaliteit van de verstrekte milieugegevens. De milieuadministratie verzoekt de exploitant desgevallend om bijkomende informatie over de milieugegevens.

Als de milieuadministratie de kwaliteit van de gegevens inzake volledigheid, coherentie en geloofwaardigheid onvoldoende acht, kan ze er wijzigingen in aanbrengen.

§ 3. De milieuadministratie stuurt haar beslissing m.b.t. de kwaliteit van de milieugegevens naar de exploitant binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van het formulier.

De exploitant kan deze beslissing bij de milieuadministratie aanvechten binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing. De milieuadministratie kan een deskundige aanwijzen om advies te geven over de door de exploitant verstrekte milieugegevens alsook over de elementen die zij aanvoert om de gegevens te wijzigen. De deskundige wordt in onderlinge overeenstemming met de exploitant aangewezen en is bevoegd inzake milieugegevens betreffende emissies van polluenten in de lucht, het water of de grond of inzake afvaloverdracht. Op basis van dat advies stuurt de milieuadministratie haar beslissing naar de exploitant binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de betwisting. Als de milieuadministratie niet beslist binnen de voorgeschreven termijn, worden de door de exploitant overgemaakte gegevens als geldig beschouwd.

§ 4. Als de exploitant de milieugegevens niet binnen de in artikel 76ter, § 1, bedoelde termijn aan de milieuadministratie overmaakt, gebruikt de milieuadministratie de informatie waarover ze beschikt om de milieugegevens uit te werken.

§ 5. De paragrafen 2 en 3 zijn niet toepasselijk op de milieugegevens bedoeld in artikel 9, § 1, van het decreet van 10 novembre 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal's Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. »

**Art. 15.** In artikel 92 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in artikel 92, § 5, van hetzelfde decreet wordt tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« In afwijking van het vorige lid kunnen de termijnen bedoeld in paragraaf 3 bij gezamenlijke beslissing van de technisch ambtenaar en van de gemachtigde ambtenaar verlengd worden met dezelfde duur als die voorzien voor de beslissing bedoeld in artikel 96, § 1, tweede lid, indien ze door de bevoegde overheid verstuurd wordt vóór de verstrijksdatum van de termijnen bedoeld in § 3.

De beslissing tot verlenging wordt onverwijld naar de bevoegde overheid en de aanvrager gestuurd. »;

2. in artikel 92, § 5, voormalig tweede lid, nu derde lid, van hetzelfde decreet wordt de zin "Die beslissing wordt aan de aanvrager gericht binnen de termijn bedoeld in artikel 93, § 1, eerste lid" vervangen door de zin "Die beslissing wordt onverwijld gericht aan elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn, alsook aan de aanvrager binnen de termijn bedoeld in artikel 93, § 1, eerste lid."

3. dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het vorige lid mag de verlenging niet langer duren dan zestig dagen als artikel 96, § 1, tweede lid, wordt toegepast. De beslissing tot verlenging wordt onverwijld gestuurd naar elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn, alsook naar de aanvrager. »;

4. in artikel 92, § 7, wordt "1," tussen "de paragrafen" en "3" ingevoegd.

**Art. 16.** In artikel 93 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in artikel 93, § 1, eerste lid, worden de woorden "en de gemachtigde ambtenaar" vervangen door de woorden ", de gemachtigde ambtenaar en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 81, § 2, tweede en derde lid, elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn";

2. in artikel 93, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden tussen de woorden "CWATUP" en "maakt" de woorden "of die genomen overeenkomstig artikel 127, § 3, van het CWATUP" ingevoegd;

3. dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« De redenen waarom de vergunning geweigerd kan worden, de voorwaarden waaraan ze onderworpen kan worden of de afwijkingen die ze kan toestaan liggen vast in titel V van Boek I van het CWATUP. »;

4. in artikel 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet :

a. worden de woorden "Binnen de in § 1, tweede lid, bedoelde termijn" vervangen door de woorden "Tussen de datum waarop het syntheserapport is verstuurd of verstuurd had moeten worden, overeenkomstig artikel 92, § 3, en de datum waarop de bevoegde overheid haar beslissing moet versturen overeenkomstig § 1";

b. worden de woorden "In dit geval worden de in § 1 bedoelde termijn opgeheven. » vervangen door de woorden "De verzending van dat akkoord of van die aanvraag naar de aanvrager heeft de onderbreking van de in § 1 bedoelde termijnen tot gevolg. Een afschrift ervan wordt dezelfde dag ook naar de technisch ambtenaar en de door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaar gestuurd. »

**Art. 17.** Artikel 94, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De vergunning wordt geacht geweigerd te zijn als de beslissing niet wordt verzonden binnen de termijn bedoeld in artikel 93 :

1° als het syntheserapport niet overeenkomstig artikel 92 is verstuurd;

2° als het syntheserapport een ongunstig advies van de technisch ambtenaar en van de gemachtigde ambtenaar bevat. »

**Art. 18.** In artikel 95 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. artikel 95, § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Elke natuurlijke of rechtspersoon die bewijst dat ze een belang heeft alsook de technisch ambtenaar, de gemachtigde ambtenaar en het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of de handelingen en de werken gelegen zijn kunnen bij de Regering een beroep instellen tegen een beslissing van de bevoegde overheid die binnen de in artikel 93 bedoelde termijnen is verstuurd, tegen de beslissing die geacht wordt overeenkomstig artikel 94, eerste lid, te zijn genomen of tegen de weigering bedoeld in artikel 94, tweede en derde lid. »;

2. in artikel 95, § 2, eerste lid, 1°, worden de woorden "en de gemachtigde ambtenaar" vervangen door de woorden ", de gemachtigde ambtenaar en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 81, § 2, tweede en derde lid, het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn";

3. in artikel 95, § 2, eerste lid, 2°, worden de woorden "in de gevallen bedoeld in artikel 94, tweede lid, 1°, en derde lid," ingevoegd tussen de woorden "hetzij," en "voor" en worden de woorden "en de gemachtigde ambtenaar" vervangen door de woorden ", de gemachtigde ambtenaar en, wanneer toepassing is gemaakt van artikel 81, § 2, tweede en derde lid, het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn";

4. in artikel 95, § 2, eerste lid, 3°, worden de woorden "de beslissing" vervangen door de woorden "het advies bedoeld in artikel 38, § 1,";

5. artikel 95, § 3, vierde lid, wordt aangevuld met de woorden "alsook de eiser.";

6. dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« De redenen waarom de vergunning geweigerd kan worden, de voorwaarden waaraan ze onderworpen kan worden of de afwijkingen die ze kan toestaan liggen vast in titel V van Boek I van het CWATUP. »;

7. artikel 95, § 5, wordt aangevuld met de woorden "of het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of bedoelde handelingen en werken gelegen zijn.";

8. in artikel 95, § 8, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. in artikel 95, § 8, 2°, worden de woorden "de technisch ambtenaar" vervangen door de woorden "de administratie bedoeld in § 2";

b. in artikel 95, § 8, 2°, worden de woorden "en aan de eiser" ingevoegd tussen de woorden "aanvrager" en "door";

c. artikel 95, § 8, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

« 3° als de beslissing die in eerste instantie is genomen niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in artikel 93 en als het syntheserapport niet overeenkomstig paragraaf 3 wordt verstuurd, wordt de beslissing geacht te zijn genomen volgens de conclusies die vastliggen in het syntheserapport verstuurd overeenkomstig artikel 94. »

**Art. 19.** In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. artikel 96, § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« Na ontvangst van de beraadslaging van de gemeenteraad stuurt het gemeentecollege er een afschrift van naar de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar. »;

2. in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid vervangen door volgend lid :

« De termijnen bedoeld in artikel 93 kunnen in dit geval verlengd worden bij beslissing van de bevoegde overheid, die gestuurd wordt naar de aanvrager, en behalve in de gevallen bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, naar de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar. De verlengde termijn mag niet langer lopen dan zestig dagen. »;

3. in het derde lid van dezelfde paragraaf :

a. worden de woorden "deelt mee" geschrapt;

b. worden de woorden "haar beslissing" vervangen door de woorden "wordt haar beslissing verstuurd";

c. wordt "95, § 6" vervangen door "95, § 7";

d. worden de woorden "mee te delen" vervangen door de woorden "naar de Regering te sturen".

**Art. 20.** Artikel 97 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in het eerste lid wordt "§ 1," geschrapt;

2. in het derde lid, derde streepje, worden tussen "en V" en het woord "of" de woorden "met uitsluiting van artikel 150bis, § 2," ingevoegd.

3. het zevende lid wordt vervangen door volgend lid :

« De verlenging wordt toegestaan door de overheid die in eerste instantie bevoegd was voor de afgifte van de vergunning waarvan de verlenging gevraagd wordt. »

#### HOOFDSTUK V. — Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

**Art. 21.** In hetzelfde decreet worden de woorden "college van burgermeester en schepenen" vervangen door het woord "gemeentecollege".

**Art. 22.** De vergunningsaanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels die van kracht zijn op de datum van de indiening van de aanvraag.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 2 en 4 van toepassing zodra dit decreet in werking treedt.

De datum van inwerkingtreding van artikel 14 wordt door de Waalse Regering bepaald.

**Art. 23.** De wijzigingen aangebracht krachtens de artikelen 9, 4., en 18, 4., worden opgeheven op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu.

Op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in artikel 40, § 2, eerste lid, 3°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "het advies bedoeld in artikel 38, § 1, overeenkomstig artikel 35 of van het daarmee gelijkgestelde stuk." vervangen door de woorden "het advies bedoeld in de artikelen D.29-22, D.29-23 en D.29-24 van Boek I van het Milieuwetboek.";

2. in artikel 95, § 2, eerste lid, 3°, van het decreet van 11 maart 1999 worden de woorden "het advies bedoeld in artikel 38, § 1, of van het daarmee gelijkgestelde stuk wordt overeenkomstig artikel 93" vervangen door de woorden "het advies bedoeld in de artikelen D.29-22, D.29-23 en D.29-24 van Boek I van het Milieuwetboek."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingszaken,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement 645 (2006-2007), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 november 2007.*

Bespreking - Stemmingen.

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4666

[2007/203484]

**22 NOVEMBRE 2007. — Décret portant modification du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>*bis*, § 3, alinéa 2, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne est remplacé par l'alinéa suivant :

« En outre, les limitations horaires à l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud ne s'appliquent pas pour les atterrissages d'avions basés après 23 heures, résultant d'un retard non imputable à l'exploitant de l'aéronef, pour autant que ces atterrissages ne dépassent pas, par exploitant d'aéronef, une moyenne calculée sur une base annuelle de 0,616 point par jour par avion basé calculé conformément au § 5. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup>*bis* du même décret est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les points (P) comptabilisés pour chaque retard d'avion basé et certifié selon les normes des chapitres 2, 3 ou 5 de l'annexe 16 de l'O.A.C.I., représentent la quantité moyenne de bruit à l'atterrissage.

Ils se calculent selon la formule suivante :

$$P = R \times 10^{[(B - 85)/10]}$$

où

R exprime la nuisance découlant du retard de l'avion basé et s'élève à :

— 0,3 pour un atterrissage compris entre 0 et 15 minutes après 23 heures et pour un atterrissage compris entre 421 et 450 minutes après 23 heures;

— 0,8 pour un atterrissage compris entre 16 et 30 minutes après 23 heures;

— 1,3 pour un atterrissage compris entre 31 et 90 minutes après 23 heures;

— 1,8 pour un atterrissage compris entre 91 et 420 minutes après 23 heures;

B représente le niveau sonore certifié en EPNdB d'un avion à sa masse d'atterrissage maximale mesurée sur le point de mesure d'approche, diminuée de 9 EPNdB. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon*, 650 (2007-2008), n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 21 novembre 2007.

Discussion - Votes.